



Mémoire déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget de 2026

21 mai 2026



Nourrir les enfants. Nourrir l'avenir.

[English version here](#)



Recommandations

1. Que le gouvernement du Canada s'appuie sur l'adoption récente de la Loi sur le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) et reconnaisse ce programme comme une priorité budgétaire et un investissement stratégique pour les familles d'aujourd'hui et les générations futures.
2. Que le gouvernement du Canada rende permanent le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire (FIAS) et l'élargisse pour en faire une source de financement dédiée et à long terme permettant de répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays.
3. Que le gouvernement du Canada donne suite à son engagement et investisse dans les aliments produits au Canada pour les programmes alimentaires scolaires, en accordant la priorité aux systèmes alimentaires durables et locaux qui soutiennent les producteurs canadiens.
4. Que le gouvernement du Canada reconnaisse la nature multidimensionnelle du PNAS, ce qui exige des mesures et des mécanismes coordonnés à tous les paliers de gouvernement et dans l'ensemble des ministères. Cela inclut la mise en place de cadres officiels favorisant la collaboration avec des experts en alimentation scolaire et en sécurité alimentaire, des opérateurs de programmes ainsi que le secteur agroalimentaire, afin de soutenir l'élaboration et le déploiement de politiques provinciales et territoriales en matière d'alimentation scolaire.





Club des petits déjeuners

Au Canada, l'insécurité alimentaire touche des millions d'enfants chaque jour et ne leur permet pas d'apprendre et de s'épanouir de façon optimale. En collaboration avec des centaines de partenaires scolaires et communautaires à travers le pays, le Club des petits déjeuners a pour mission de veiller à ce que tous les enfants aient une chance égale de réussir en leur permettant de prendre un petit déjeuner nutritif dans un environnement sûr et bienveillant.

Le Club, qui cumule plus de 30 ans d'expérience, est devenu une référence en sécurité alimentaire en milieux scolaires. Il appuie, avec ses partenaires communautaires, plus de 5 052 programmes, rejoint une population scolaire totale de plus de 2 millions d'élèves et contribue à servir approximativement 895 164 déjeuners quotidiennement d'un bout à l'autre du pays.

Contexte: Aucun enfant ne devrait souffrir de la faim au Canada

Les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants ont gagné en ampleur ces dernières années, portés par une inflation sans précédent, des pressions économiques croissantes sur les familles et une compréhension approfondie du rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire dans la santé, l'éducation et l'équité sociale. L'adoption du projet de loi C-15, qui comprend la Loi sur le PNAS, marque une première étape cruciale qui mérite d'être saluée et célébrée — témoignant d'un engagement fort du gouvernement fédéral envers l'alimentation scolaire comme priorité nationale.

Au-delà de son importance sociale, l'alimentation scolaire est un puissant levier économique : en renforçant les chaînes d'approvisionnement locales, en créant des emplois et en améliorant les résultats scolaires et la santé des enfants, ces programmes génèrent des retombées importantes et durables. Le renouvellement du Partenariat de recherche sur le PNAS grâce au financement FRAIS et l'adoption de la motion HUMA visant à étudier la conception, la gouvernance et les mécanismes de reddition de comptes du PNAS contribueront à une mise en œuvre efficace, équitable et durable.



Recommandation n°1: Que le gouvernement du Canada s'appuie sur l'adoption récente de la Loi sur le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) et reconnaisse ce programme comme une priorité budgétaire et un investissement stratégique pour les familles d'aujourd'hui et les générations futures.

Malgré les progrès accomplis depuis la mise en œuvre du PNAS en 2024, l'investissement fédéral actuel de 200 millions de dollars par an ne touche qu'environ 8 % de la population scolaire — soit 0,22 \$ par élève par jour en cas de participation universelle.

Des déclarations récentes du premier ministre Mark Carney ont souligné que l'alimentation scolaire est une valeur fondamentale et une priorité nationale du gouvernement du Canada. Pourtant, cette allocation ne reflète pas cette ambition. Nous estimons que le gouvernement peut renforcer sa position afin que chaque école bénéficie d'un financement équitable.

Comme indiqué dans le récent mémoire du Club sur C-15, une analyse coût-bénéfice d'AppEco confirme que ces programmes génèrent d'importantes retombées économiques et sociales. Pour chaque dollar investi, la société en retire près de 2 \$: augmentation du revenu disponible des familles, revenus à vie plus élevés liés à un meilleur niveau de scolarité et réduction des dépenses en santé. L'alimentation scolaire n'est pas une dépense, mais un investissement responsable dont les bénéfices surpassent largement les coûts initiaux.

Partout au Canada, les provinces, territoires et municipalités investissent près de 400 millions de dollars par an dans les programmes alimentaires scolaires. Pour garantir leur viabilité à long terme, il est essentiel que le gouvernement fédéral apporte un financement équivalent — stabilisant l'écosystème, maximisant la portée du PNAS et soutenant les familles face à la montée des prix alimentaires. Dans un contexte de contraintes budgétaires croissantes, garantir ce financement dès maintenant est plus urgent que jamais.





Recommandation n°2: Que le gouvernement du Canada rende permanent le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire (FIAS) et l'élargisse pour en faire une source de financement dédiée et à long terme permettant de répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays.

Lancé avec un investissement initial de 20 millions de dollars dans le budget 2024, le FIAS agit comme un accélérateur d'impact permettant la mise en œuvre efficace de programmes d'alimentation scolaire grâce à des investissements durables dans les infrastructures communautaires — cuisines, entrepôts et équipements. Son maintien renforcera la capacité à répondre à la demande et à veiller à ce que les enfants reçoivent des aliments frais et nutritifs produits au Canada.

Des lacunes urgentes en matière d'infrastructures subsistent dans toutes les provinces et tous les territoires, estimées à plus de 100 millions de dollars par an (aperçu des besoins, février 2024, toujours d'actualité). Malgré les contraintes de temps et les multiples exigences du FIAS actuel, les 10 bénéficiaires initiaux ont rapidement su s'adapter, éviter les chevauchements et obtenir des résultats impressionnants. Les 40 projets soutenus par le Club présentent des résultats préliminaires notables, comme en témoignent ces exemples :

"L'acquisition d'équipements de cuisine, d'un camion et d'une chambre froide améliorera la fiabilité et la qualité de nos livraisons, consolidant nos partenariats et positionnant notre organisation comme un partenaire solide en sécurité alimentaire scolaire. [...]" (Relais Populaire Inc.)

"La modernisation de notre cuisine a permis de produire davantage de repas en moins de temps, renforçant notre capacité à répondre aux besoins de la communauté et à diversifier nos services. [...]" (Centre d'action bénévole Saint-Alphonse-Nouvelle)

Un rapport d'impact complet est en cours d'élaboration — tirer parti de ce réseau existant est une solution simple et efficace pour le gouvernement du Canada. Un investissement minimum de 20 M\$ par année pour appuyer le FIAS fournira un soutien essentiel et prévisible — améliorant la sécurité alimentaire, renforçant les systèmes alimentaires locaux et optimisant le rendement de cet investissement public grâce à l'expertise d'organisations nationales aux approches éprouvées.



Recommandation n°3: Que le gouvernement du Canada donne suite à son engagement et investisse dans les aliments produits au Canada pour les programmes alimentaires scolaires, en accordant la priorité aux systèmes alimentaires durables et locaux qui soutiennent les producteurs canadiens.

En 2025, le Parti libéral du Canada s'est engagé à consacrer 20 M\$ pour garantir que des aliments produits au Canada soient systématiquement offerts dans les programmes alimentaires scolaires. Cet investissement devrait figurer dans le budget 2026 et les années suivantes comme levier stratégique pour relier programmes scolaires et producteurs locaux, tout en favorisant la nutrition infantile et en renforçant le secteur agroalimentaire canadien.

Le Club négocie avec des partenaires agroalimentaires pour améliorer la qualité nutritionnelle et l'approvisionnement au Québec (pains, tartinades, intégration de farine de pois jaune, etc.) ; appuie la mise en place de regroupements d'achats en Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Nunavut, en Alberta et en Colombie-Britannique ; et applique un modèle provincial d'achats groupés offrant environ 70 % de produits d'origine locale dans plus de 600 écoles au Québec.

Fort de cette expertise, le Club a lancé Mieux nourrir les jeunes à l'école, une initiative structurée visant à revoir son offre alimentaire d'ici l'automne 2026. Réalisée en collaboration avec l'INAF et Équiterre, et soutenue par le MAPAQ, cette initiative s'étend de l'évaluation nutritionnelle et de l'amélioration des menus jusqu'à leur cocréation avec des partenaires de l'industrie alimentaire — une approche fondée sur des données probantes, prête à être déployée à l'échelle nationale.

Le modèle du Club est non seulement éprouvé, mesurable et transposable : il positionne le Club comme catalyseur et facilitateur dans les différents territoires de compétence, renforçant les écosystèmes alimentaires scolaires provinciaux tout en faisant progresser l'objectif fédéral d'aliments produits au Canada. En s'appuyant sur ce savoir-faire opérationnel, le Canada peut amplifier l'impact de ses investissements et faire de cet engagement une réalité tangible et durable — au bénéfice des enfants, des collectivités et de l'économie alimentaire canadienne.



Recommandation n°4: Que le gouvernement du Canada reconnaisse la nature multidimensionnelle du PNAS, ce qui exige des mesures et des mécanismes coordonnés à tous les paliers de gouvernement et dans l'ensemble des ministères. Cela inclut la mise en place de cadres officiels favorisant la collaboration avec des experts en alimentation scolaire et en sécurité alimentaire, des opérateurs de programmes ainsi que le secteur agroalimentaire, afin de soutenir l'élaboration et le déploiement de politiques provinciales et territoriales en matière d'alimentation scolaire.

Comme souligné dans le récent mémoire du Club sur C-15, la Loi sur le PNAS est une première étape vers une approche axée sur une mission, telle que proposée par Mazzucato et Doyle (2025). Les gouvernements peuvent orienter le développement économique vers des objectifs à long terme grâce à des mécanismes de coordination mobilisant tous les secteurs — passant d'une logique de programme social à une mission économique coordonnant des politiques sociales, environnementales et industrielles fragmentées. Les programmes d'alimentation scolaire deviennent ainsi un levier de développement industriel générant de la valeur publique et de la croissance économique.

L'alimentation scolaire est profondément intersectorielle — engageant l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement et la solidarité sociale — ce qui en fait un levier naturel de collaboration interministérielle, générant des retombées à court et à long terme. En élaborant des politiques et des pratiques d'approvisionnement autour de critères fondés sur la mission, les gouvernements peuvent transformer la dépense publique en un investissement collectif dans les capacités productives, le développement territorial et la résilience du système alimentaire.

Nous avons hâte de participer à l'étude HUMA à titre de témoins, afin de veiller à ce que le gouvernement fédéral intègre et officialise le rôle des experts en nutrition scolaire et des organismes gestionnaires, comme le Club des petits déjeuners, dans la conception, la gouvernance et la mise en œuvre du PNAS. L'écosystème de l'alimentation scolaire s'appuie sur des décennies de savoir-faire et d'expériences innovantes pouvant éclairer l'élaboration d'un modèle de financement durable. Il est essentiel de reconnaître le PNAS comme un programme multidimensionnel mobilisant des experts de tous les secteurs pour garantir cohérence, pérennité et conditions de réussite.



Conclusion

Le Canada a pris des mesures exceptionnelles et indispensables en faisant du Programme national d'alimentation scolaire une initiative permanente inscrite dans la loi — jetant des bases solides pour la suite. La prochaine phase sera décisive : réaffirmer le caractère prioritaire de ce programme exige des investissements soutenus et substantiels dans le budget 2026.

Alors que l'insécurité alimentaire continue de toucher des familles partout au pays, les programmes alimentaires scolaires doivent être reconnus comme un investissement stratégique dans la santé, l'éducation et la résilience économique. Le renforcement du financement fédéral, les investissements dans les infrastructures et le soutien aux systèmes alimentaires canadiens seront essentiels pour garantir un accès équitable et la pérennité des programmes. En s'appuyant sur les connaissances existantes et l'expérience acquise sur le terrain, le Canada pourra étendre à plus grande échelle les initiatives qui ont fait leurs preuves.

Une approche coordonnée rassemblant gouvernements, professionnels et acteurs du secteur garantira cohérence et efficacité à long terme. En cette période décisive, un leadership fédéral fort peut transformer le PNAS en un legs durable — garantissant qu'aucun enfant ne souffre de la faim et que chaque élève ait la chance d'apprendre et de s'épanouir.

Personne-ressource : Judith Barry, cofondatrice et directrice des relations gouvernementales
judith.barry@clubdejeuner.org





Written submission for Pre-Budget Consultations in Advance of the 2026 Budget

May 21, 2026



A better start for every child.

[Version française ici](#)



Recommendations

1. That the Government of Canada build on the recent adoption of the National School Food Program (NSFP) Act and recognize the program as a budget priority and a strategic investment for today's families and for future generations.
2. That the Government of Canada make the School Food Infrastructure Fund (SFIF) permanent and expand it as a dedicated, long-term funding stream to support the infrastructure needs of school food programs across the country.
3. That the Government of Canada move forward with its commitment and invest in Canadian-made food for school food programs, prioritizing sustainable and locally sourced food systems that support Canadian producers.
4. That the Government of Canada recognize the multi-dimensional nature of the NSFP, which requires coordinated measures and mechanisms across all levels of government and throughout all departments. This includes establishing formal frameworks to foster collaboration with school food and food security experts, program operators, as well as the agri-food sector, in order to support the development and implementation of provincial and territorial school food policies.





Breakfast Club of Canada

In Canada, food insecurity affects millions of children daily, hindering their ability to learn and thrive. In collaboration with hundreds of school community partners across the country, Breakfast Club of Canada (BCC) is dedicated to ensuring children have an equal chance to succeed by providing access to nutritious breakfasts in a safe and supportive environment.

With over 30 years of experience, BCC has become a cornerstone in the fight against school food hunger, supporting with its community partners more than 5,052 programs, reaching more than 2 million students and delivering approximately 895,164 breakfasts daily from coast to coast to coast.

Context: No child should go hungry in Canada

Efforts to address child food insecurity have gained momentum in recent years, driven by historic inflation, growing economic pressures on families and a deeper understanding of the essential role school food programs play in supporting children's health, learning and development, strengthening local agriculture and advancing social equity. The adoption of Bill C-15, which includes the National School Food Program Act, represents a crucial and foundational first step for school food in Canada—one that deserves to be recognized and celebrated, as it signals a strong federal commitment to making school food a national priority.

Beyond its social importance, school food is a powerful economic lever. By strengthening local supply chains, creating jobs, generating economic activity in communities, and supporting better educational and health outcomes for children, school food programs deliver meaningful and lasting economic returns. The renewal of the NSFP Research Partnership through FRESH funding, along with the adoption of the HUMA motion to study the NSFP's design, governance, funding model, and accountability mechanisms, will contribute to the effective, equitable, and sustainable implementation of school food programs across the country.



Recommendation 1: That the Government of Canada build on the recent adoption of the National School Food Program (NSFP) Act and recognize the program as a budget priority and a strategic investment for today's families and for future generations.

Despite the impressive milestones achieved since the implementation of the NSFP in 2024, the current federal investment of \$200 million per year impacts approximately 8% of the total school population in Canada—equivalent to \$0.22 per student per day under universal participation.

Recent public statements, including those by Prime Minister Mark Carney, have underscored that school food is a core value of the Government of Canada and a national priority. Yet this allocation does not reflect that ambition, and we believe the government can strengthen its position so that every school is equitably served by public funding in years to come.

As shared in the recent BCC [Brief](#) on C-15, a new independent cost-benefit [analysis](#) by AppEco confirms that school-based breakfast programs delivered through public and community partnerships generate significant economic, social and health returns—reinforcing the case for sustained and expanded investment through Canada's NSFP. For every dollar invested, society receives close to \$2 in return, driven by three concrete impacts: increased disposable income for families, higher lifetime earnings linked to improved educational attainment, and reduced healthcare costs due to lower obesity rates. This confirms that school food is not an expense but a fiscally responsible investment whose long-term benefits far outweigh initial costs.

Across Canada, provinces, territories and municipalities currently invest close to \$400 million annually in school food programs. To ensure long-term sustainability and equitable expansion, it is essential that the federal government match this level of investment—stabilizing the school food ecosystem, maximizing NSFP reach and impact, and supporting families amid growing food affordability pressures. As fiscal constraints tighten, securing robust and predictable funding now is more urgent than ever.





Recommendation 2: That the Government of Canada make the School Food Infrastructure Fund (SFIF) permanent and expand it as a dedicated, long-term funding stream to support the infrastructure needs of school food programs across the country.

Introduced with an initial investment of \$20 million in Budget 2024, the SFIF serves as an impact accelerator enabling effective delivery of school food programs through sustainable investments in community infrastructure—kitchens, storage and equipment. Maintaining and growing this fund will strengthen the capacity to meet rising demand, adapt to evolving challenges, and ensure children receive fresh, nutritious, Canadian-made foods.

There are still pressing infrastructure gaps across the country estimated at over \$100 million per year, as shown in our [infrastructure overview of needs](#) (February 2024), which remains accurate today. Despite time constraints and the multiple requirements of the current SFIF, the 10 initial recipients pivoted quickly, created alignments to avoid duplications, and delivered impressive results in record time. The 40 projects supported by BCC demonstrate significant preliminary results, as illustrated by these examples:

"The acquisition of kitchen equipment, a truck and a cold room will improve the reliability and quality of our deliveries, consolidate our partnerships and positioning our organization as a strong partner in school food security. [...]" (Langley School District Foundation)

"Thanks to the BCC-SFIF funded truck, we can deliver more healthy food to more schools, leverage volume purchasing, and reduce operational costs. [...]" (Toronto Foundation for Student Success)

A comprehensive impact report is currently under development. Building on this existing network is an easy win for the Government of Canada. Moving forward with a minimum investment of \$20 million per year will provide essential, predictable support that enhances food security, strengthens local food systems, and helps vulnerable children thrive—maximizing the return on public investment through the expertise of proven national organizations.



Recommendation 3: That the Government of Canada move forward with its commitment and invest in Canadian-made food for school food programs, prioritizing sustainable and locally sourced food systems that support Canadian producers.

In 2025, the Liberal Party of Canada committed \$20 million to ensure Canadian-made food is systematically offered within school food programs. We believe this investment should be reflected in Budget 2026 and years to come—acting as an intentional lever to connect school food programs with local producers while promoting fresh, nutritious food in schools across Canada. This represents a unique opportunity to simultaneously advance child nutrition, support local food systems, and strengthen the Canadian agri-food sector.

Through its dedicated nutrition, food procurement, supply and logistics teams, BCC—with over 30 years of expertise and a strong track record of innovations and collaborations—negotiates with agri-food partners to improve nutritional quality and sourcing in Quebec (bread, spreads, integration of yellow pea flour); strengthens partnerships across the supply chain in Ontario, New Brunswick, Nunavut, Alberta, and British Columbia; and operates a provincial group purchasing model offering approximately 70% locally sourced products in over 600 Quebec schools.

Building on this expertise, BCC launched Better Nutrition for Children at School, a structured initiative aimed at revising its food offering by fall 2026. Delivered in collaboration with INAF and Équiterre, and supported by MAPAQ, this initiative spans multiple phases—from nutritional assessment and menu improvement to co-creation with food industry partners—reflecting a mature, evidence-based approach ready to be adapted and scaled nationally.

BCC's model is not only proven, measurable and transferable—it positions BCC as a catalyst and facilitator across jurisdictions, strengthening provincial school food ecosystems while advancing the federal objective for Canadian-made food. By leveraging this operational know-how, Canada can amplify the impact of its investment and make the commitment to Canadian-made food within the NSFP a tangible and lasting reality—one that translates into concrete benefits for children, communities, and the Canadian food economy.



Recommendation 4: That the Government of Canada recognize the multi-dimensional nature of the NSFP, which requires coordinated measures and mechanisms across all levels of government and throughout all departments. This includes establishing formal frameworks to foster collaboration with school food and food security experts, program operators, as well as the agri-food sector, in order to support the development and implementation of provincial and territorial school food policies.

As recommended in the recent BCC [Brief on C-15](#), the NSFP Act is the first step toward a comprehensive, robust approach using school feeding as a [mission-oriented](#) framework, as proposed by [Mazzucato and Doyle \(2025\)](#). Governments can actively direct economic development toward long-term strategic goals through coordinating mechanisms engaging all sectors—shifting from a social program approach to a concrete school food economic mission that aligns fragmented social, environmental and industrial policies. School food programs can thus act as a lever for industrial development, creating public value and economic growth rather than merely serving as redistributive spending.

School food is deeply cross-sectoral, engaging education, health, agriculture, the environment, and social solidarity—making it a natural lever for interministerial collaboration that generates both short- and long-term public value. By designing school food policies and procurement practices around mission-oriented criteria, governments can turn public expenditure into a collective investment in productive capacity, territorial development and systemic resilience.

We welcome the adoption of the [HUMA NSFP study](#) and look forward to participating as witnesses to ensure the federal government formalizes the role of school nutrition experts and program operators such as BCC in the design, governance, monitoring and delivery of the NSFP. The school food ecosystem has decades of know-how, relationships, learnings and innovative experiences that can bring valuable perspectives to the development of a sustainable funding model and outcome metrics. At this critical juncture, it is essential to recognize the NSFP as a multidimensional program that must engage experts from all sectors to strengthen discussions around the conditions for success, coherence, and sustainability.



Conclusion

Canada has taken extraordinary and essential steps by establishing the National School Food Program as a permanent, legislated initiative—laying a strong foundation on which to build. The next phase will be critical: reaffirming this program as a national priority requires sustained and meaningful investment in Budget 2026.

As child food insecurity continues to affect families across the country, school food programs must be recognized not only as social support, but as a strategic investment in health, education, and economic resilience. Strengthening federal funding, investing in infrastructure, and supporting Canadian food systems will be key to ensuring equitable access and program sustainability. Building on existing knowledge, partnerships, and field experience will allow Canada to scale what works and maximize public value.

A coordinated, mission-oriented approach bringing together governments, practitioners, and industry stakeholders will be essential to ensure long-term coherence and effectiveness. At this pivotal moment, strong federal leadership can transform the NSFP into a lasting legacy—one that ensures no child goes hungry and that every student has the opportunity to learn and thrive.

Contact: Judith Barry, Co-Founder & Government Relations Director
judith.barry@breakfastclubcanada.org

